

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Andry Rafolisy, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Côte-Saint-Luc pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature



Date 13 mai 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Côte Saint-Luc

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Côte Saint-Luc (« la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences possibles de la situation décrite dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Brossard au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme l'indique la note 2, la Ville n'a pas appliqué au 1er janvier 2023 les nouvelles directives du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, ceci constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Considérant que la Ville n'a pas adopté le chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », nous ne sommes pas en mesure de déterminer si des ajustements auraient dû être apportés au passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations, aux immobilisations et à l'excédent accumulé au 31 décembre 2023 ainsi qu'à l'excédent de l'exercice terminé à cette date. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Côte Saint-Luc inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

⁽¹⁾CPA auditeur, permis de comptabilité publique No. A140282
Brossard, 14 mai 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	72 227 900	72 164 132	68 126 053
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 685 000	1 755 662	1 607 031
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 593 150	17 189 025	5 757 369
Services rendus	5	2 474 950	2 693 727	1 864 379
Imposition de droits	6	4 460 450	3 167 306	8 245 579
Amendes et pénalités	7	600 000	799 429	649 466
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	976 000	1 744 225	1 372 823
Autres revenus	10	190 700	504 107	650 347
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	84 208 150	100 017 613	88 273 047
Charges				
Administration générale	14	15 567 364	16 061 618	14 677 356
Sécurité publique	15	15 926 282	15 793 187	14 943 379
Transport	16	18 400 249	19 699 398	17 495 881
Hygiène du milieu	17	11 300 129	9 947 256	9 792 881
Santé et bien-être	18	600 429	608 384	441 127
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 531 260	2 360 725	2 320 152
Loisirs et culture	20	21 981 107	21 899 958	20 853 818
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 271 650	1 315 702	1 240 905
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	87 578 470	87 686 228	81 765 499
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(3 370 320)	12 331 385	6 507 548
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		67 719 156	61 211 608
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		67 719 156	61 211 608
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		80 050 541	67 719 156

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 670 412	13 111 779
Débiteurs (note 5)	2	27 952 248	16 743 238
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	34 622 660	29 855 017
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	14 859 447	12 111 884
Revenus reportés (note 11)	12	1 608 858	1 487 841
Dette à long terme (note 12)	13	50 963 919	51 046 550
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	123 200	283 100
Autres passifs (note 14)	15		
	16	67 555 424	64 929 375
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(32 932 764)	(35 074 358)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	112 428 717	102 286 822
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	216 759	249 359
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	337 829	257 333
	23	112 983 305	102 793 514
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	80 050 541	67 719 156
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	80 050 541	67 719 156
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	80 050 541	67 719 156
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 370 320)	12 331 385	6 507 548
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	17 455 402)(	12 094 926)
Produit de cession	3			226 275
Amortissement	4		7 313 507	6 708 841
(Gain) perte sur cession	5			(174 651)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(10 141 895)	(5 334 461)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		32 600	(4 007)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(80 496)	653
	13		(47 896)	(3 354)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(3 370 320)	2 141 594	1 169 733
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(35 074 358)	(36 244 091)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(35 074 358)	(36 244 091)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(32 932 764)	(35 074 358)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	12 331 385	6 507 548
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	7 313 507	6 708 841
Autres			
▪	3.1		(174 651)
	4	19 644 892	13 041 738
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(11 209 010)	(2 683 126)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	2 747 563	2 494 677
Revenus reportés	8	121 017	320 751
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(159 900)	693 800
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	32 600	(4 007)
Autres actifs non financiers	12	(80 496)	653
	13	11 096 666	13 864 486
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(17 455 402)	(12 094 926)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		226 275
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(17 455 402)	(11 868 651)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	6 000 000	6 000 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(6 087 000)	(5 707 000)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	4 369	51 865
Autres			
▪	28.1		
	29	(82 631)	344 865
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(6 441 367)	2 340 700
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	13 111 779	10 771 079
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	13 111 779	10 771 079
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	6 670 412	13 111 779

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Côte Saint-Luc (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu du décret 1075-2005 daté du 9 novembre 2005 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations L.R.Q., c. E-20.001, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les villes reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables », à l'exception de la norme SP 3280 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations qui n'a pas été appliquée au 1er janvier 2023).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour préparer les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées et que les stipulations ne sont pas rencontrées.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, lorsqu' il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et lorsqu' il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pourrait résulter de jugements relatifs des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs. Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au coût. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisés au coût.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

Les immobilisations en cours commencent à être amortis lorsqu'ils sont mis en service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons, s'il y a lieu, sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2023 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : s.o. ;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : s.o. ;
- à titre de mesure d'allègement pour gains et pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : le montant d'allègement utilisé en 2011 est amorti linéairement sur une période de 13 ans à compter de 2012.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences des chapitres SP 3450, *Instruments financiers*, SP 3041, *Placements de portefeuille*, SP 2601, *Conversion des devises* et SP 1201, *Présentation des états financiers*, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de la Ville portent principalement sur les informations présentées dans les notes complémentaires.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	6 670 412	8 111 779
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		5 000 000
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	6 670 412	13 111 779
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	6 670 412	13 111 779
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	2 959 751	2 415 183
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	1 889 612	2 334 632
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	14 042 198	9 210 438
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	9 085 817	2 678 292
Organismes municipaux	13	494 046	405 442
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	662 795	1 540 473
▪ Autres	14.2	1 777 780	573 961
	15	27 952 248	16 743 238
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	258 200	286 100
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	258 200	286 100
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	306 932	251 250
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	8 080 902	
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25	492 600	392 195
Autres ministères/organismes	26	5 468 696	8 818 243
	27	14 042 198	9 210 438

Note**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville dispose de facilités de crédit à demande auprès d'une institution bancaire d'un montant de 2,500,000\$ (même montant en 2022). La date de renouvellement des ententes bancaires est le 1er juillet 2026. Au 31 décembre 2023, les facilités de crédit à demande ne sont pas utilisées.

10. Créiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	5 802 003	5 410 440
Salaires et avantages sociaux	42	5 451 180	4 108 030
Dépôts et retenues de garantie	43	2 966 122	2 203 700
Provision pour contestations d'évaluation	44	143 606	37 144
Autres			
▪ Autres créiteurs	45.1	496 536	352 570
	46	14 859 447	12 111 884

Note**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	244 265	254 507
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	223 970	45 970
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Autres revenus reportés	60.1	736 462	750 888
▪ Transferts-Redevances/Autres	60.2	404 161	436 476
	61	1 608 858	1 487 841

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	5,75	2024	2043	62	52 094 000	52 181 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	52 094 000	52 181 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(1 130 081)	(1 134 450)
					72	50 963 919	51 046 550

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		6 304 400			6 304 400
2025	74		5 697 600			5 697 600
2026	75		5 589 800			5 589 800
2027	76		3 697 200			3 697 200
2028	77		3 730 100			3 730 100
2029 et plus	78		27 074 900			27 074 900
	79		52 094 000			52 094 000
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		52 094 000			52 094 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (123 200)	(283 100)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84 (123 200)	(283 100)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 1 182 900	2 067 300
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89 63 722	63 245
	90 1 246 622	2 130 545

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98 () ()	
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	18 029 247	4 043 984	299 338	21 773 893
Eaux usées	103	2 189 676	3 316 446	(68 916)	5 575 038
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	41 396 205	5 368 868	509 441	46 255 632
Autres					
▪	105.1	15 671 750	3 288 112	(5 030 269)	23 990 131
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	55 295 158	57 836	342 404	55 010 590
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	9 175 921	822 607	(364)	9 998 892
Ameublement et équipement de bureau	110	1 239 013	271 646	121 847	1 388 812
Machinerie, outillage et équipement divers	111	1 103 248	224 188	(265)	1 327 701
Terrains	112	6 527 438			6 527 438
Autres	113				
	114	150 627 656	17 393 687	(3 826 784)	171 848 127
Immobilisations en cours	115	5 547 958	61 715	5 547 683	61 990
	116	156 175 614	17 455 402	1 720 899	171 910 117
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	5 006 653	535 706	352 780	5 189 579
Eaux usées	118	477 478	124 272	79 036	522 714
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	18 157 694	2 183 222	509 451	19 831 465
Autres					
▪	120.1	4 618 709	1 296 125	248 004	5 666 830
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	21 305 483	2 262 055	403 333	23 164 205
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	3 225 068	622 915		3 847 983
Ameublement et équipement de bureau	125	634 357	197 350	128 295	703 412
Machinerie, outillage et équipement divers	126	463 350	91 862		555 212
Autres	127				
	128	53 888 792	7 313 507	1 720 899	59 481 400
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	102 286 822			112 428 717
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
▪ Divers	144.1	337 829
Autres		
▪	145.1	
	146	337 829
		257 333

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats reliés à l'enlèvement de la neige, conciergerie, réseaux locaux d'aqueduc et d'égouts, bail de location et autres services; la Ville s'est engagée à verser les montants suivants;

2024: 7 186 205 \$ plus taxes

2025: 5 351 293 \$ plus taxes

2026: 5 249 953 \$ plus taxes

2027: 5 362 578 \$ plus taxes

2028: 1 157 740 \$ plus taxes

La Ville s'est engagée à verser une quote-part à la Communauté métropolitaine de Montréal dans le futur pour un montant approximatif de 550 000 \$ par année.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Ville s'est engagée à verser une quote-part à l'Agglomération de Montréal au montant approximatif de 34 000 000 \$ par année pour les services reçus.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de plusieurs réclamations pour diverses raisons telles que des actions prises suite à l'exécution de travaux ainsi que pour des dommages et intérêts. La direction est dans l'impossibilité d'évaluer le dénouement de ces réclamations, une provision suffisante de l'avis de la direction a été inscrite aux livres de la Ville.

D) Autres

Dans le cours de ses activités, la Ville peut faire l'objet de griefs formulés par des employés. Au 31 décembre 2023, aucune provision relativement à ces griefs n'est inscrite aux livres de la Ville.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir. L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Le risque de crédit relatif aux taxes municipales à recevoir est réduit du fait que la municipalité a le pouvoir, en vertu des lois municipales, de procéder à la vente des immeubles pour non-paiement de taxes. Les taxes municipales sont évaluées à leur valeur de recouvrement nette, soit à la somme que la Ville s'attend à percevoir. La variation annuelle est imputée aux charges de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée à ces risques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	72 227 900	72 164 132		72 164 132	68 126 053
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 685 000	1 755 662		1 755 662	1 607 031
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 588 150	3 066 115		3 066 115	1 790 851
Services rendus	5	2 479 950	2 693 727		2 693 727	1 864 379
Imposition de droits	6	4 312 350	3 167 306		3 167 306	8 245 579
Amendes et pénalités	7	600 000	799 429		799 429	649 466
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	976 000	1 744 225		1 744 225	1 372 823
Autres revenus	10	288 800	504 107		504 107	650 347
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	84 158 150	85 894 703		85 894 703	84 306 529
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		14 122 910		14 122 910	3 966 518
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		14 122 910		14 122 910	3 966 518
	22	84 158 150	100 017 613		100 017 613	88 273 047
Charges						
Administration générale	23	15 046 287	15 541 990	519 628	16 061 618	14 677 356
Sécurité publique	24	15 827 521	15 694 701	98 486	15 793 187	14 943 379
Transport	25	15 694 502	17 001 179	2 698 219	19 699 398	17 495 881
Hygiène du milieu	26	10 431 916	9 081 459	865 797	9 947 256	9 792 881
Santé et bien-être	27	600 429	608 384		608 384	441 127
Aménagement, urbanisme et développement	28	2 510 611	2 340 133	20 592	2 360 725	2 320 152
Loisirs et culture	29	18 861 644	18 789 173	3 110 785	21 899 958	20 853 818
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	1 271 650	1 315 702		1 315 702	1 240 905
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	7 333 910	7 313 507	(7 313 507)		
	34	87 578 470	87 686 228		87 686 228	81 765 499
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(3 420 320)	12 331 385		12 331 385	6 507 548

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(3 420 320)	12 331 385	6 507 548
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(14 122 910)	(3 966 518)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(3 420 320)	(1 791 525)	2 541 030
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	7 333 910	7 313 507	6 708 841
Produit de cession	5	50 000		226 275
(Gain) perte sur cession	6			(174 651)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	7 383 910	7 313 507	6 760 465
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	5 496 300)	(6 059 100)	(5 680 100)
	18	(5 496 300)	(6 059 100)	(5 680 100)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(215 231)	(152 107)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 100 000	1 492 657	
Réserves financières et fonds réservés	22	(517 390)	(690 408)	(551 973)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(49 900)	(49 900)	(49 900)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	1 532 710	537 118	(753 980)
	26	3 420 320	1 791 525	326 385
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27			2 867 415

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	14 122 910	3 966 518
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	117 048)(	2 429)
Sécurité publique	3 (	7 840)(	83 308)
Transport	4 (	6 170 266)(	3 149 215)
Hygiène du milieu	5 (	7 425 872)(	3 219 050)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())
Loisirs et culture	8 (	3 734 376)(	5 640 924)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	17 455 402)(	12 094 926)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	6 000 000	6 000 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	215 231	152 107
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 660 431	652 850
Réserves financières et fonds réservés	18	431 649	378 111
	19	2 307 311	1 183 068
	20	(9 148 091)	(4 911 858)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	4 974 819	(945 340)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	19 517 276	20 623 458	19 471 412
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	6 221 100	5 414 853	5 622 979
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	17 033 934	16 628 102	15 625 047
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 271 650	1 303 114	1 028 514
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		12 588	212 391
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	36 200 600	36 390 607	33 096 315
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	7 333 910	7 313 506	6 708 841
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	87 578 470	87 686 228	81 765 499

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	12 311 034	14 252 949
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 528 416	4 967 704
Réserves financières et fonds réservés	3	4 089 833	3 549 634
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	50 200)(	100 100)
Financement des investissements en cours	5	(417 734)	(5 339 228)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	60 589 192	50 388 197
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	80 050 541	67 719 156
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	12 311 034	14 252 949
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	12 311 034	14 252 949
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Parcs - Divers	12.1	1 353 681	203 516
▪ Parc Kirwan	12.2	255 771	1 352 568
▪ Feux de circulation/feux à DEL	12.3	48 000	48 000
▪ MAMH-Aide COVID-19	12.4	1 470 964	2 963 620
▪ Dossiers juridiques	12.5	400 000	400 000
	13	3 528 416	4 967 704
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	3 528 416	4 967 704

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Service de l'eau	17.1 544 340	465 258
▪ Service de la voirie	17.2 664 464	321 274
	18	1 208 804
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21 1 140 503	1 102 214
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25 415 364	433 437
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29 195 081	93 000
Autres		
▪	30.1 1 130 081	1 134 451
	31	2 881 029
	32	4 089 833
		3 549 634

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	50 200)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 (	50 200)(
100 100		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres		
▪	44.1 ()(
	45 (	50 200)(
		100 100)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres		
▪	50.1 ()(
	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres		
▪	56.1 ()(
	57 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres		
▪	62.1	
	63	
	64 (	50 200)(
		100 100)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 2 015 584	1 176 244
Investissements à financer	66 (2 433 318)(	6 515 472)
	67 (417 734)	(5 339 228)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 112 428 717	102 286 822
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 112 428 717	102 286 822
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 112 428 717	102 286 822
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (50 963 919)(	51 046 550)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (1 130 081)(	1 134 450)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 258 200	286 100
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (51 835 800)(	51 894 900)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 (3 725)(	3 725)
	83 (51 839 525)(	51 898 625)
	84 60 589 192	50 388 197

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Il s'agit d'un régime de retraite contributif à prestations déterminées visant tous les employés adhérents admissibles de la Ville de Côte Saint-Luc. En vertu de ce régime, les cotisations sont faites par les membres et par l'employeur, la Ville de Côte Saint-Luc. La date de l'évaluation actuarielle la plus récente est au 31 décembre 2022.

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (283 100)	410 700
Charge de l'exercice	4 (1 182 900)(	2 067 300)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 342 800	1 373 500
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (123 200)	(283 100)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 52 095 600	48 689 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (52 819 200)(	48 744 500)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (723 600)	(55 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 600 400	(227 700)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (123 200)	(283 100)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (123 200)	(283 100)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 52 095 600	48 689 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (52 819 200)(	48 744 500)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (723 600)(	55 400)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 105 500	2 480 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 2 105 500	2 480 000
Cotisations salariales des employés	21 (1 148 500)(	1 136 200)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23 957 000	1 343 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 234 100	531 300
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 1 191 100	1 875 100
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 2 870 300	2 554 600
Rendement espéré des actifs	32 (2 878 500)(	2 362 400)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 (8 200)	192 200
Charge de l'exercice	34 1 182 900	2 067 300
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 2 462 700	950 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (2 878 500)(	2 362 400)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 (415 800)	(1 412 400)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 646 400	5 366 000
Prestations versées au cours de l'exercice	39 1 547 500	1 596 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 50 691 400	45 985 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 684 500	826 200
DMERCA du nouveau volet	45 13	15
DMERCA de l'ancien volet	46 10	12
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47 31	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 5,61 %	5,85 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 5,85 %	4,99 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques	52.1	
▪		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	8	8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Cotisations des élus au RREM	118	11 534	11 116
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	63 722	63 245
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	63 722	63 245
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	67 699 800	67 629 800	63 792 770
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5	4 046 900	4 049 999	3 853 230
Réserve financière pour le service de la voirie	6	314 200	314 288	314 680
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	72 060 900	71 994 087	67 960 680
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12			
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪ Tarif - piscine	16.1	48 700	50 350	48 650
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	102 000	103 368	101 992
Pouvoir général de taxation	19	16 300	16 327	14 731
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	167 000	170 045	165 373
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	167 000	170 045	165 373
	27	72 227 900	72 164 132	68 126 053

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	1 600 000	1 665 582	505 370
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33			1 015 289
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	1 600 000	1 665 582	1 520 659
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	85 000	90 080	86 372
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	85 000	90 080	86 372
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	1 685 000	1 755 662	1 607 031

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	173 030	200 631	178 010
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52		1 141 291	
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			9 291
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	473 150	634 494	585 933
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76	5 000	2 589	3 297
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81		79 813	37 486
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	150 000	209 905	202 760
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	801 180	2 268 723	1 016 777

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86		
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91	4 602 089	1 645 752
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		24 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102	4 843 326	22 056
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104	3 312 634	220 356
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109	3 812	
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120	1 361 049	2 054 354
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124	14 122 910	3 966 518

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	240 000	250 426	328 275
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	546 970	546 966	445 799
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	786 970	797 392	774 074
TOTAL DES TRANSFERTS	136	1 588 150	17 189 025	5 757 369

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	60 000	60 000	60 000
Sécurité civile	143			
Autres	144	7 600	7 600	7 600
	145	67 600	67 600	67 600
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147	50 000	99 640	53 963
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151	50 000	99 640	53 963
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160		3 745	3 694
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163	5 000	108 692	5 879
	164	5 000	112 437	9 573

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	165		
Autres	166		
	167		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	168		
Rénovation urbaine	169		
Promotion et développement économique	170		
Autres	171		
	172		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	173		
Activités culturelles			
Bibliothèques	174		
Autres	175		
	176		
Réseau d'électricité	177		
	178	122 600	279 677
			131 136

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181			
	182			
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186	16 000	4 750	1 650
	187	16 000	4 750	1 650
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190	31 000	22 260	28 006
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	31 000	22 260	28 006
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	197			
Réseau de distribution de l'eau potable				
	198			
Traitement des eaux usées				
	199			
Réseaux d'égout				
	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201	10 000	6 099	6 388
Matières recyclables	202	40 000	9 412	7 339
Autres	203		229	221
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206	5 000	3 218	13 240
	207	55 000	18 958	27 188

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	2 206 600	2 174 990	1 645 458
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	48 750	193 092	30 941
Autres	219			
	220	2 255 350	2 368 082	1 676 399
Réseau d'électricité	221			
	222	2 357 350	2 414 050	1 733 243
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	2 479 950	2 693 727	1 864 379

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	312 350	371 022	367 520
Droits de mutation immobilière	225	4 000 000	2 796 284	7 878 059
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	4 312 350	3 167 306	8 245 579
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	600 000	799 429	649 466
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	976 000	1 744 225	1 372 823
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232	50 000		174 651
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	288 800	504 107	475 696
	242	338 800	504 107	650 347
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	594 247	541 159		541 159	513 674
Greffe et application de la loi	2	585 410	639 761		639 761	403 164
Gestion financière et administrative	3	12 865 286	13 337 320	519 628	13 856 948	12 876 063
Évaluation	4					
Gestion du personnel	5	951 344	1 023 750		1 023 750	884 455
Autres						
▪ Provision/Reserve/Fin d'année	6.1	50 000				
	7	15 046 287	15 541 990	519 628	16 061 618	14 677 356
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	9 526 721	9 445 840	30 916	9 476 756	9 023 696
Sécurité incendie	9	4 678 318	4 663 734		4 663 734	4 288 235
Sécurité civile	10	1 622 482	1 585 127	67 570	1 652 697	1 631 448
Autres	11					
	12	15 827 521	15 694 701	98 486	15 793 187	14 943 379
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	3 544 201	3 695 223	2 070 445	5 765 668	5 529 334
Enlèvement de la neige	14	4 103 207	3 914 347	231 064	4 145 411	4 031 253
Éclairage des rues	15	400 186	1 744 744	396 710	2 141 454	805 309
Circulation et stationnement	16					
Transport collectif						
Transport en commun	17	7 646 908	7 646 865		7 646 865	7 129 985
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20					
	21	15 694 502	17 001 179	2 698 219	19 699 398	17 495 881

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22					
Réseau de distribution de l'eau potable	23	7 449 976	5 700 980	585 214	6 286 194	6 379 505
Traitement des eaux usées	24	82 600	629 450	121 249	750 699	642 397
Réseaux d'égout	25					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	2 868 630	1 852 831	159 334	2 012 165	2 742 797
Élimination	27					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28		428 970		428 970	
Tri et conditionnement	29					
Matières organiques						
Collecte et transport	30		288 761		288 761	
Traitement	31					
Matériaux secs	32		75 891		75 891	
Autres	33					
Plan de gestion	34					
Autres	35					
Cours d'eau	36					
Protection de l'environnement	37	30 710	30 710		30 710	28 182
Autres	38		73 866		73 866	
	39	10 431 916	9 081 459	865 797	9 947 256	9 792 881
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	508 297	516 253		516 253	356 582
Sécurité du revenu	41					
Autres	42	92 132	92 131		92 131	84 545
	43	600 429	608 384		608 384	441 127

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	1 197 296	1 024 436	20 592	1 045 028	1 011 618
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46	734 542	734 556		734 556	688 110
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47					
Tourisme	48					
Autres	49	578 773	581 141		581 141	620 424
Autres	50					
	51	2 510 611	2 340 133	20 592	2 360 725	2 320 152
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	2 837 774	3 323 166	566 974	3 890 140	3 573 424
Patinoires intérieures et extérieures	53	1 629 817	1 611 605	608 371	2 219 976	2 180 567
Piscines, plages et ports de plaisance	54	2 625 413	2 505 954	96 254	2 602 208	2 579 184
Parcs et terrains de jeux	55	5 848 635	5 715 794	1 332 490	7 048 284	6 680 845
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57					
Autres	58	433 732	392 661		392 661	221 513
	59	13 375 371	13 549 180	2 604 089	16 153 269	15 235 533
Activités culturelles						
Centres communautaires	60					
Bibliothèques	61	5 309 544	5 118 407	506 696	5 625 103	5 537 690
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63					
Autres	64	176 729	121 586		121 586	80 595
	65	5 486 273	5 239 993	506 696	5 746 689	5 618 285
	66	18 861 644	18 789 173	3 110 785	21 899 958	20 853 818

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
	FRAIS DE FINANCEMENT						
	Dette à long terme						
	Intérêts	68	1 211 650	1 303 114		1 303 114	1 028 514
	Autres frais	69	60 000				
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs	70		(8 200)		(8 200)	192 200
	Autres	71		20 788		20 788	20 191
		72	1 271 650	1 315 702		1 315 702	1 240 905
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	7 333 910	7 313 507 (	7 313 507)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	4 043 985	1 352 941
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	3 316 446	220 356
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 260 820	3 094 132
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	143 345	708 471
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	3 305 311	5 082 476
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	56 851	157 429
Édifices communautaires et récréatifs	14	9 636	424 482
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	823 174	852 068
Ameublement et équipement de bureau	18	271 646	45 813
Machinerie, outillage et équipement divers	19	224 188	
Terrains	20		
Autres	21		156 758
	22	17 455 402	12 094 926

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	4 043 985	1 352 941
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	3 316 446	220 356
Autres infrastructures	5	8 709 476	8 885 079
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	1 385 495	1 636 550
	12	17 455 402	12 094 926

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	51 894 900	6 000 000	6 059 100	51 835 800
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	51 894 900	6 000 000	6 059 100	51 835 800
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	286 100		27 900	258 200
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	286 100		27 900	258 200
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	286 100		27 900	258 200
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	286 100		27 900	258 200
	19	52 181 000	6 000 000	6 087 000	52 094 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	52 181 000	6 000 000	6 087 000	52 094 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	52 094 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 433 318
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	258 200
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	2 015 584
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	52 253 534
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	52 253 534
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	511 135
Autres organismes	17	5 320 000
Endettement total net à long terme	18	58 084 669
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	53 229 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	53 229 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	111 313 669
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	6 447 008	6 451 840	5 511 249
Sécurité publique				
Police	4	8 291 828	8 291 781	7 890 892
Sécurité incendie	5	4 637 282	4 637 255	4 255 445
Sécurité civile	6	153 552	153 552	169 091
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	245 684	245 682	197 272
Transport collectif	9	7 646 908	7 646 865	7 129 985
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	4 315 625	4 490 595	3 797 271
Matières résiduelles	12	921 315	921 309	845 452
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	30 710	30 710	28 182
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	508 297	516 253	356 582
Autres	17	92 132	92 131	84 545
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19	734 542	734 556	688 110
Promotion et développement économique	20	578 773	581 141	620 424
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	460 657	460 655	450 908
Activités culturelles	23	1 136 287	1 136 282	1 070 907
Réseau d'électricité	24			
	25	36 200 600	36 390 607	33 096 315

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	17 455 402	12 094 926
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	17 455 402	12 094 926

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	90,00	35,00	123 824,00	6 116 909	1 614 735	7 731 644
Professionnels	2	5,00	35,00	7 526,00	448 571	82 219	530 790
Cols blancs	3	129,00	35,00	170 079,00	6 993 169	1 809 939	8 803 108
Cols bleus	4	96,00	38,00	167 465,00	6 720 984	1 769 848	8 490 832
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	320,00		468 894,00	20 279 633	5 276 741	25 556 374
Élus	9	9,00			343 825	138 112	481 937
	10	329,00			20 623 458	5 414 853	26 038 311

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3		1 479 975	3 363 351		4 843 326
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		1 012 242	2 300 392		3 312 634
Autres	6	3 042 535	2 668 416	3 322 114		9 033 065
	7	3 042 535	5 160 633	8 985 857		17 189 025

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	275 647	262 795
	4	275 647	262 795
Sécurité publique			
Police	5	35 602	33 625
Sécurité incendie	6	817	999
Sécurité civile	7	44 164	42 654
Autres	8		
	9	80 583	77 278
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	101 944	103 645
Enlèvement de la neige	11	119 916	116 256
Autres	12	53 825	13 494
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	275 685	233 395
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	57 597	60 880
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	19 418	17 633
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	55 499	53 116
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	132 514	131 629
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	31 441	30 231
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	31 441	30 231
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	395 078	382 786
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	121 003	120 605
Autres	38	3 751	2 186
	39	519 832	505 577
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 315 702	1 240 905

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mitchell Brownstein	1.1 Maire	70 348	18 205	13 041	
Oren Sebag	1.2 Conseiller	21 273	10 636		
Michael Cohen	1.3 Conseiller	21 273	10 636		
Dida Berku	1.4 Maire suppléant	21 273	10 636		
Steven Erdelyi	1.5 Conseiller	21 273	10 636		
Mitchell Kujavsky	1.6 Conseiller	21 273	10 636		
Leor Azerad	1.7 Conseiller	21 273	10 636		
Sidney Benizri	1.8 Conseiller	21 273	10 636		
Andee Shuster	1.9 Conseiller	21 273	10 636		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 2 500 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ 542 329 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 45 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 46 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 47 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 48 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 49 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 50 _____ \$
 - Systèmes de drainage 51 _____ \$
 - Abords de routes 52 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 54 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été 55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 57 _____

b) Date d'adoption de la résolution 58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 61 _____
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 627
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 343
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 3
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 **Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 **La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 **Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-05-13

Nom du signataire : Andry Rafolisy

Fonction du signataire : Trésorier

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-14 20:51

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	84 158 150	85 894 703	84 306 529
Investissement	2		14 122 910	3 966 518
	3	84 158 150	100 017 613	88 273 047
Charges	4	87 578 470	87 686 228	81 765 499
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(3 420 320)	12 331 385	6 507 548
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	(14 122 910)	(3 966 518)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(3 420 320)	(1 791 525)	2 541 030
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	7 333 910	7 313 507	6 708 841
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	5 496 300)	6 059 100)	5 680 100)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	215 231)	152 107)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 532 710	752 349	(601 873)
Autres éléments de conciliation	13	50 000		51 624
	14	3 420 320	1 791 525	326 385
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15			2 867 415

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	6 670 412	13 111 779
Débiteurs	2	27 952 248	16 743 238
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	34 622 660	29 855 017
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	50 963 919	51 046 550
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	123 200	283 100
Autres	9	16 468 305	13 599 725
	10	67 555 424	64 929 375
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(32 932 764)	(35 074 358)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	112 428 717	102 286 822
Autres	13	554 588	506 692
	14	112 983 305	102 793 514
Excédent (déficit) accumulé	15	80 050 541	67 719 156

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	12 311 034	14 252 949
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Parcs - Divers	2.1	1 353 681	203 516
▪ Parc Kirwan	2.2	255 771	1 352 568
▪ Feux de circulation/feux à DEL	2.3	48 000	48 000
▪ MAMH-Aide COVID-19	2.4	1 470 964	2 963 620
▪ Dossiers juridiques	2.5	400 000	400 000
	3	3 528 416	4 967 704
Réserves financières			
▪ Service de l'eau	4.1	544 340	465 258
▪ Service de la voirie	4.2	664 464	321 274
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	1 140 503	1 102 214
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	415 364	433 437
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	195 081	93 000
Autres			
▪	10.1	1 130 081	1 134 451
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(50 200)	(100 100)
Financement des investissements en cours	12	(417 734)	(5 339 228)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	60 589 192	50 388 197
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	80 050 541	67 719 156

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	52 253 534
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	111 313 669

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	51 835 800	51 894 900
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	258 200	286 100
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	52 094 000	52 181 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	12	72 227 900	72 164 132	68 126 053
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 685 000	1 755 662	1 607 031
Quotes-parts	14			
Transferts	15	1 588 150	3 066 115	1 790 851
Services rendus	16	2 479 950	2 693 727	1 864 379
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	4 912 350	3 966 735	8 895 045
Autres	18	1 264 800	2 248 332	2 023 170
	19	84 158 150	85 894 703	84 306 529
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		14 122 910	3 966 518
Autres	23			
	24		14 122 910	3 966 518
	25	84 158 150	100 017 613	88 273 047

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	15 046 287	15 541 990	519 628	16 061 618	14 677 356
Sécurité publique						
Police	2	9 526 721	9 445 840	30 916	9 476 756	9 023 696
Sécurité incendie	3	4 678 318	4 663 734		4 663 734	4 288 235
Autres	4	1 622 482	1 585 127	67 570	1 652 697	1 631 448
Transport						
Réseau routier	5	8 047 594	9 354 314	2 698 219	12 052 533	10 365 896
Transport collectif	6	7 646 908	7 646 865		7 646 865	7 129 985
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	7 532 576	6 330 430	706 463	7 036 893	7 021 902
Matières résiduelles	9	2 868 630	2 646 453	159 334	2 805 787	2 742 797
Autres	10	30 710	104 576		104 576	28 182
Santé et bien-être	11	600 429	608 384		608 384	441 127
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 197 296	1 024 436	20 592	1 045 028	1 011 618
Promotion et développement économique	13	578 773	581 141		581 141	620 424
Autres	14	734 542	734 556		734 556	688 110
Loisirs et culture	15	18 861 644	18 789 173	3 110 785	21 899 958	20 853 818
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 271 650	1 315 702		1 315 702	1 240 905
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	80 244 560	80 372 721	7 313 507	87 686 228	81 765 499
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	7 333 910	7 313 507 (	7 313 507)		
	21	87 578 470	87 686 228		87 686 228	81 765 499

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	14 122 910	3 966 518
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	17 455 402)(	12 094 926)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4	6 000 000	6 000 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	215 231	152 107
Excédent accumulé	6	2 092 080	1 030 961
	7	(9 148 091)	(4 911 858)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	4 974 819	(945 340)

Extrait du rapport financier, page S14